

# Relance France : retour aux affaires

**La réduction d'impôts pour l'innovation ? L'argent pour les avions et les voitures pour l'écologie ? Les compétences qui créent les emplois ? Les réflexions de Volt France sur le plan de relance**

**Le 3 septembre, le gouvernement a lancé son plan "France Relance" de 100 milliards d'euros, en partie financé avec l'aide d'Union Européenne. Le plan vise à défibriller l'économie française en ciblant l'écologie, la compétitivité et la cohésion comme piliers d'action. Volt France se félicite de l'initiative mais se demande si ce plan répond véritablement aux défis qui s'imposent aux générations actuelles et futures, ou s'il agit simplement de "revenir aux affaires".**

Paris, le 10 septembre 2020 - Le gouvernement a annoncé le 3 septembre son plan "France Relance" de 100 milliards d'euros pour relancer l'économie française après la crise de Covid-19. Une part importante de ce budget sera financée par l'Union européenne, où la Commission européenne a décidé, dans son accord du 21 juillet, de mobiliser un paquet de 750 milliards d'euros pour les pays les plus touchés par la pandémie.

Le plan prévoit d'investir 30 milliards d'euros dans la transition écologique et 35 milliards d'euros à la fois dans la compétitivité et l'innovation ainsi que dans la cohésion sociale et territoriale. Volt France souhaite soulever les points suivants :

- 28 milliards d'euros sur les 35 milliards d'euros du programme de compétitivité sont destinés à des réductions d'impôts pour les entreprises qui ont fait des bénéfices pendant le Covid-19, au lieu d'aider celles qui en ont besoin. L'augmentation des bénéfices par le biais de réductions d'impôts n'augmentera pas directement la compétitivité, l'innovation ou l'emploi. Ce n'est pas non plus une mesure de cohésion, car en réduisant la CVAE, le budget des communes, des départements et des régions sera réduit encore après la réforme de la taxe d'habitation de 2017. Et en n'ajoutant aucune condition en termes de durabilité, Volt France remet en cause la validité de cette mesure.
- Les mesures "écologiques" prévoient 2,6 milliards d'euros pour les industries aéronautique et automobile ainsi qu'une aide de 1,9 milliard d'euros pour l'achat de nouvelles voitures après que les entreprises automobiles aient déjà bénéficié d'un plan de sauvetage équivalent à 5 milliards d'euros pour Renault et de 7 milliards d'euros pour Air France sans avoir à s'engager sur des objectifs plus écologiques. Volt France demande donc si des mesures plus écologiques n'auraient pas été possibles - comme investir pour rendre les trains TER compatibles avec le fret afin de gagner les 27 % du budget annuel actuellement payés par les passagers grâce au transport de fret en heures hors pointe et offrir des trajets TER gratuits.
- Les 15 milliards d'euros prévus pour le travail et la formation suit la logique selon laquelle des compétences suffisamment solides créeront de nouveaux emplois. Volt

France estime qu'une approche plus équilibrée qui, d'une part, tente d'enseigner les compétences clés qui augmentent la probabilité de trouver un emploi - y compris d'apprendre les langues étrangères - et qui, d'autre part, offrir des possibilités d'emploi financées par l'État, telles que des "parrainages civiques " ou des programmes de bénévolat rémunéré.

Le président de Volt France, Charles Evain : "Nous sommes heureux de voir le gouvernement avancer dans son plan, mais nous avons espéré que les mesures soient plus adaptées aux besoins "sur le terrain" au vu de la pandémie, tout en étant corrélées aux principaux défis auxquels la France est confrontée plutôt que d'essayer de reprendre les affaires. Par exemple, le dernier rapport "Brown-to-Green" sur les performances des pays du G20 en matière d'atteinte des objectifs climatiques identifie non seulement l'isolation des bâtiments, mais aussi le manque d'énergies renouvelables et la pollution d'air du trafic routier comme les principaux obstacles à la neutralité climatique du pays. Ou les recommandations du semestre européen 2020, où la France tente d'atténuer l'impact social et sur l'emploi de la pandémie, mais ne parvient pas à concentrer ses investissements sur la transition verte et numérique ou sur les transports durables. Nous allons prendre les choses pour ce qu'elles sont pour l'instant et nous resterons très attentifs aux promesses de concertation, d'exécution et d'équilibre territorial faites par le Premier ministre".

#### **A propos de Volt :**

Volt est un mouvement européen, né après le vote du Brexit, qui est présent dans 29 pays de l'Europe, avec des partis politiques établis dans 15 pays. Les pays partagent les mêmes valeurs et l'objectif est de créer une manière différente de faire de la politique, en donnant à chacun une voix et en travaillant au-delà des frontières sur un projet progressiste visant à plus de démocratie participative, plus d'écologie et plus de solidarité entre pays européens. Volt France est le chapitre français de Volt Europe organisée sous la forme d'une association de loi 1901. Plus d'information sur <https://www.voltfrance.org>

#### Contact:

Charlotte BARSKY, Co-responsable Communication

Mail : [charlotte.barsky@volteuropa.org](mailto:charlotte.barsky@volteuropa.org)

Téléphone : (+33) 7 81 82 50 23